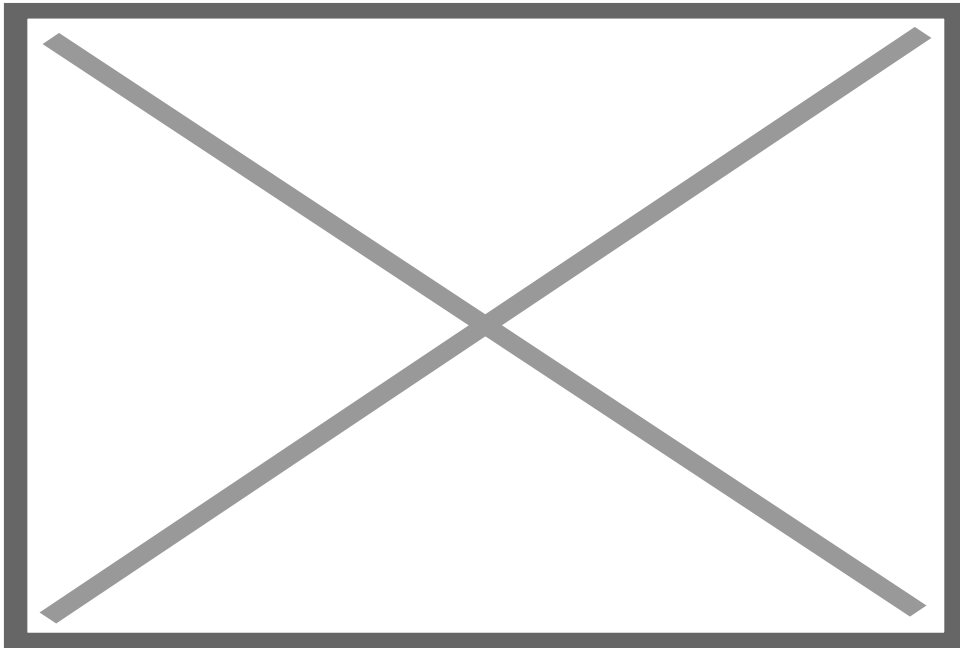


TripAdvisor parmi les entreprises qui tirent profit des crimes de guerre israéliens

Description

Tamara Nassar · 31 janvier 2019



***Au sein du bloc de colonies de peuplement Gush Etzion d'Israël, dans le sud de la Cisjordanie occupée, une sur les centaines de colonies construites sur la terre palestinienne en violation du droit international.
(Wisam Hashlamoun APA images)***

Les sociétés de réservation en ligne Airbnb, TripAdvisor, Booking.com et Expedia alimentent des crimes de guerre et en tirent profit en hébergeant des centaines de destinations dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, dont Jérusalem-Est.

TripAdvisor est l'un des sites de réservation et de recommandation de voyages les plus importants et les plus influents du monde.

« Le gouvernement israélien utilise l'industrie de tourisme en pleine évolution dans les colonies de peuplement comme moyen pour légitimer leur existence et leur expansion, et les sociétés de réservation en ligne entrent dans le jeu de cet agenda » affirme Seema Joshi, d'Amnesty International qui a publié un nouveau rapport sur les activités des sociétés.

Leurs annonces contiennent des logements et des attractions, et souvent omettent d'indiquer qu'ils se trouvent dans des colonies.

« Amnesty International demande à ces quatre sociétés de cesser de faire des affaires dans ou avec les colonies » a déclaré Mark Dummett, chercheur à Amnesty International. « Elles devraient interrompre,

retirer ces annonces immédiatement Â».

Â« Nous appelons Â©galement les gouvernements dans le monde Â rÂ©glementer les activitÂ©s de ces sociÂ©tÂ©s, Â adopter des lois les empÂ©chant de faire de la publicitÂ© ou de fournir des annonces dans les colonies israÂ©liennes Â» ajoute Dummett.

Take a trip with usâ?to the lands of the illegal Israeli settlements. Promise â??guns, check points and wallsâ?• arenâ??t too far away! RT to tell [@TripAdvisor](#) to pull out of illegal Israeli settlements now. <https://t.co/vwVDEsF8Fa>

â?? Amnesty International (@amnesty) [January 30, 2019](#)

Been to [#Bali](#)? Done illegal Israeli settlements? Hereâ??s what you should do next: Tell TripAdvisor to pull out of illegal Israeli settlements now. <https://t.co/K5xUIJh44>

â?? Amnesty International (@amnesty) [January 30, 2019](#)

Toutes les colonies de peuplement dâ??IsraÂ©l en Cisjordanie occupÂ©e dont JÂ©rusalem-Est et sur les hauteurs du Golan en Syrie sont illÂ©gales au regard du droit international et sont considÂ©rÂ©es comme un crime de guerre.

En construisant ces colonies de peuplement, IsraÂ©l perpÂ©tue des violations des droits de lâ??homme contre la population palestinienne sous occupation, notamment des dÂ©molitions de maisons, des dÂ©placements forcÂ©s et des vols de terres.

La prÂ©sence accrue des colons illÂ©gaux signifie une plus grande prÂ©sence Â« sÂ©curitaire Â» de lâ??armÂ©e israÂ©lienne, ce qui se traduit par encore plus de violences de la part des forces dâ??occupation israÂ©liennes, et des colons eux-mÂ©mes, contre les Palestiniens.

Les Palestiniens qui vivent sous lâ??occupation militaire israÂ©lienne et qui sont soumis Â de sÂ©vÂ©res restrictions de circulation en Cisjordanie occupÂ©e â?? ou en tant que rÂ©fugiÂ©s en exil â?? ne peuvent pas louer de propriÂ©tÂ©s dans les colonies israÂ©liennes voisines.

IsraÂ©l interdit aux Palestiniens en exil de rentrer dans leur patrie, parce quâ??ils ne sont pas juifs.

Des colonies de peuplement en expansion

Une annonce sur Airbnb, TripAdvisor et Booking.com concerne Kfar Adumim, une colonie israÂ©lienne Â lâ??est de JÂ©rusalem et proche du village palestinien de Khan al-Ahmar.

La Haute Cour dâ??IsraÂ©l a donnÂ© son feu vert au gouvernement pour dÂ©molir Khan al-Ahmar et dÂ©placer de force ses habitants.

Cette terre Â lâ??est de JÂ©rusalem, dans la zone dite E1, est lâ??endroit oÂ¹ IsraÂ©l projette dâ??Â©tendre sa colonie gÂ©ante Maaleh Adumim, achevant dâ??isoler lâ??une de lâ??autre les parties nord et sud de la

Cisjordanie et encerclant Jérusalem avec des colonies.

Au début de ce mois, le ministre de l'Économie israéliel, Eli Cohen, s'est rendu à Khan al-Ahmar accompagné de représentants de l'organisation israélienne d'extrême droite, Regavim.

Cohen a demandé à Israël que le village soit démoli avant les prochaines élections israéliennes en avril.

« L'avant-poste de Khan al-Ahmar devrait être évacué avant les élections. Mais plus important encore, nous devons nier la contiguïté territoriale de l'Autorité palestinienne, en venant et en annexant, et en en mettant en application la souveraineté (israélienne) sur la Zone C » a déclaré Cohen.

Par Zone C, on entend les 60 % de la Cisjordanie occupée qui sont toujours sous l'entier contrôle d'Israël en vertu des Accords d'Oslo signés dans les années 1990.

Les sites de randonnée attirent également les visiteurs vers des attractions archéologiques israéliennes à Silwan, un quartier de Jérusalem-Est occupée, dont les habitants palestiniens sont déplacés par la violence par Israël au profit des colons juifs.

Amnesty International a pris note que Silwan et d'autres villages palestiniens situés près des colonies se trouvent à proximité d'attractions touristiques « lucratives ».

Un exemple en est la prétendue Cité de David, qui non seulement génère des profits pour les colons, mais fait aussi partie des efforts en cours d'Israël visant à effacer les caractéristiques palestiniens, arabes, chrétiens et musulmans de Jérusalem, et à refaire et recréer le passé et le présent de la ville comme étant principalement ou exclusivement juive.

Des appels à respecter le droit international

Dans une lettre de décembre, le groupe palestinien Al-Haq de défense des droits de l'homme et trois autres organisations ont demandé à Booking.com de cesser de répertorier des propriétés en Cisjordanie occupée, dont Jérusalem-Est, et sur les hauteurs du Golan occupé, et de cesser de se référer à ces zones comme si elles faisaient partie d'Israël.

Airbnb et Booking.com favorisent la « poursuite et l'expansion des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie occupée », a déclaré Al-Haq.

« En permettant à des touristes de faire des randonnées dans les colonies illégales (dans les territoires palestiniens occupés), Booking.com apporte son soutien et aide au financement d'une activité illégale », ajoute le groupe.

Airbnb quitte la Cisjordanie

En novembre, Airbnb a annoncé qu'elle allait retirer de sa liste les unités situées dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée à la suite d'une campagne de plusieurs années conduite par des militants palestiniens et internationaux défendant les droits de l'homme.

Mais Airbnb nâ??a pas Ã©tendu cet engagement Ã JÃ©rusalem-Est occupÃ©e, oÃ¹ elle a plus de cent annonces dans les colonies.

Ã« Amnesty International demande Ã Airbnb de mettre en application son annonce et de retirer tous ses rÃ©pertoires dans les colonies en territoire occupÃ©, y compris JÃ©rusalem-Est Ã» a dÃ©clarÃ© le groupe des droits de lâ??homme.

MalgrÃ© des mois de pressions intenses venant dâ??IsraÃ«l, de groupes lobbyistes et de lÃ©gislateurs Ã©tats-uniens pour quâ??elle revienne sur sa dÃ©cision, Airbnb a rÃ©cemment rÃ©itÃ©rÃ© son annonce de novembre et dÃ©clarÃ© quâ??elle retirerait les propriÃ©tÃ©s en location.

En reprÃ©sailles, le gouverneur de Floride a donnÃ© lâ??ordre Ã son Ã©tat de cesser de commercer avec Airbnb.

Ali Abunimah, de *The Electronic Intifada*, est apparu mercredi soir sur *Al Jazeera en anglais* pour discuter du rapport dâ??Amnesty International.

Ã« Promouvoir, aider et profiter des colonies de peuplement ne sont pas diffÃ©rents de pÃ©nÃ©trer dans un magasin, le dÃ©valiser sous la menace dâ??une arme, puis de sortir dans la rue et dâ??y vendre les biens volÃ©s pour votre propre profit Ã» a affirmÃ© Abunimah.

Ali Abunimah ajoute que les Ã©tats â?? tels que les Pays-Bas oÃ¹ Booking.com est basÃ© â?? doivent tenir ces sociÃ©tÃ©s pour responsables.

Ã« Le gouvernement nÃ©erlandais prÃ©tend sâ??opposer Ã lâ??occupation mais il ne fait rien pour faire respecter le droit international ni exiger que ses sociÃ©tÃ©s comme Booking.com le respectent Ã».

Expulser les organisations de dÃ©fense des droits de lâ??homme

IsraÃ«l prÃ©voit dÃ©jÃ dâ??exercer des reprÃ©sailles contre Amnesty International en raison de son rapport.

Le ministre de la SÃ©curitÃ© publique israÃ©lien, Gilad Erdan, a ordonnÃ© aux autoritÃ©s dâ?? Ã« examiner la possibilitÃ© de sâ??opposer Ã lâ??entrÃ©e et au sÃ©jour dâ??Amnesty International en IsraÃ«l Ã».

Erdan cherche Ã©galement Ã mettre fin Ã lâ??exonÃ©ration fiscale de lâ??organisation par lâ??intermÃ©diaire du ministÃ¨re des Finances israÃ©lien.

Le ministre du Tourisme israÃ©lien, Yariv Levin, a lui aussi critiquÃ© violemment le rapport dâ??Amnesty International.

Ã« Aucune force au monde ne changera la vÃ©ritÃ© historique pure et simple â?? la terre dâ??IsraÃ«l appartient au peuple juif. Nous combattons cette dÃ©cision antisÃ©mite mÃ©prisable. Personne ne peut boycotter IsraÃ«l, en tout ou en partie Ã» a-t-il dit, selon *The Jerusalem Post*.

Toute nouvelle rÃ©pression contre Amnesty International sâ??inscrirait dans un processus israÃ©lien plus large visant Ã restreindre le travail des dÃ©fenseurs de droits de lâ??homme.

En début de semaine, le Premier ministre Benjamin Netanyahu a annoncé qu'il ne renouvelerait pas le mandat d'un groupe de surveillance des droits de l'homme à Hébron.

Le mandat de *Temporary International Presence in Hebron* (Présence internationale temporaire à Hébron), TIPH, devait être renouvelé le 31 janvier, comme tous les six mois.

Le groupe TIPH a été créé en 1994, à la suite du massacre de 29 hommes et garçons palestiniens dans la mosquée Ibrahimi à Hébron par un colon israélien, Baruch Goldstein.

Ali Abunimah a contribué à la recherche.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée

2019/02/02